

PROTOCOLE D'ACTION RELATIF À LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES EN MILIEU FESTIF

BXL LA VILLE DE STAD

BRUSSELS BY NIGHT FEDERATION

© Crédits Djesper

SOMMAIRE

03 INTRODUCTION

- ◊ Contexte
- ◊ Définitions
- ◊ Points de contact

14 PROTOCOLE PRÉVENTIF

- ◊ Mesures générales
- ◊ **Pré-production et sur site**
- ◊ Après la soirée/ Post-Production

20 PROTOCOLE RÉACTIF

- ◊ Protocole lorsque l'agresseur·euse est membre du public
  - ◦ Harcèlement sexuel sans abus de vulnerabilité chimique
  - ◦ Harcèlement sexuel avec abus de vulnerabilité chimique
  - ◦ Atteinte à l'intégrité sexuelle/ viol/soumission chimique
- ◊ Protocole lorsque l'agresseur·euse est membre du staff ou partenaire

43 ANNEXES

- ◊ Contacts prévention
- ◊ Contacts indispensables
- ◊ Textes légaux
- ◊ Notes de bas de page
- ◊ Avec le soutien de

INTRODUCTION

4-5 CONTEXTE

6-10 DÉFINITION

11-13 POINTS DE CONTACT

CONTEXTE

Avec #MeToo en 2017, le problème des violences sexuelles et du sexisme est posé publiquement et massivement. Ce mouvement s'est étendu à de nombreux domaines, comme le sport, la littérature, la médecine. Pourtant le milieu de la nuit y est resté assez imperméable, tandis que les agressions physiques, verbales et le harcèlement sexuel et sexiste persistent dans les bars, les clubs, les festivals.

Les témoignages d'agressions sexuelles d'octobre 2021 mettant en cause plusieurs établissements de l'horeca et de clubbing ont mis en évidence l'étendue des violences sexistes et sexuelles. **Ces violences sont intimement liées aux rapports sociaux, aux stéréotypes de genre, aux idées reçues sur le consentement, au racisme, ainsi qu'à la consommation de drogues (légales et illégales)**, aussi bien dans les milieux festifs que dans les espaces publics et privés.

L'omniprésence et l'interdépendance de ces violences attestent du caractère structurel du sexisme. **Une telle démarche se doit d'être inclusive, puisque les femmes cisgenres[1] ne sont pas les seules victimes du sexisme**, et que les femmes cumulant les critères de discrimination ont plus de risques de subir des violences sexistes et sexuelles, telles que les personnes trans, non-binaires, les femmes qui s'identifient ou sont perçues comme telles et qui sont racisées, invalides, grosses, lesbiennes, bi, etc. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place une stratégie intersectionnelle et intégrée à tous les niveaux afin de prévenir et mieux réagir aux violences sexistes et sexuelles. **Cette démarche doit en outre favoriser la transformation d'un discours le plus souvent centré sur la victimisation des personnes sexisées en un discours responsabilisant davantage les agresseur·euse·s.**

N.B. Personne sexisée est un terme qui désigne les personnes victimes de sexisme et du patriarcat et qui inclut les femmes cis, les femmes trans et les personnes non-binaires perçues comme femmes.

C'est dans cette perspective que depuis 2021, Brussels By Night Federation et la Ville de Bruxelles ont décidé de mettre en place un plan d'action cohérent, qui s'est articulé en trois axes: une campagne de sensibilisation (Rien Sans Mon Consentement), la mise en place de formations avec Plan Sacha[2] ou toute autre organisation spécialisée dans les questions de violences sexistes et sexuelles et de réduction des risques, ainsi que l'accompagnement du secteur dans la mise en place d'outils et d'actions pour prévenir et répondre aux violences sexistes et sexuelles.

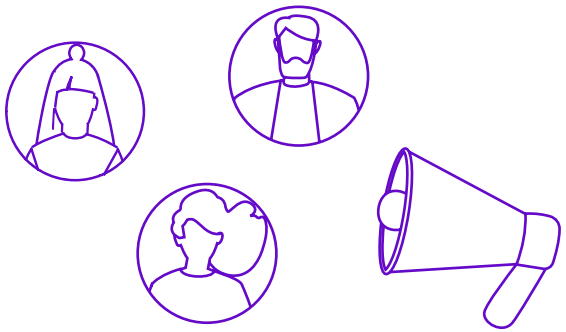


CONTEXTE

Le présent protocole fait donc partie de ces outils : d'une part, il comprend un protocole préventif à destination des organisateur·rice·s et qui se doit de s'inscrire dans une stratégie plus globale et non-jugeante de réduction des risques[3], qui vise à prévenir les dommages liés à l'utilisation de drogues licites et illicites, dont les violences sexistes et sexuelles. D'autre part, il contient un protocole réactif à faire connaître de tout membre du personnel au contact du public, afin de répondre au mieux à toute violence sexiste et sexuelle et ainsi contribuer à renforcer la confiance du public envers les lieux festifs.

Entre autres, ce texte définit les comportements violents, comprend une partie sur l'accueil et/ou la prise en charge d'une personne victime d'une violence sexiste et sexuelle ainsi qu'une partie sur la prise en charge de l'agresseur·euse. Compte tenu de la nécessité de responsabiliser le personnel des lieux festifs, il comprend aussi une partie sur la prise en charge d'un·e agresseur·euse membre du personnel.

Il est important de garder à l'esprit que **cet outil apporte des pistes de réponses qui doivent être adaptées et tenir compte des particularités et problématiques de chaque lieu.** Il n'entend pas se substituer à une formation plus complète et n'empêche pas que d'autres actions plus contraignantes et/ou approfondies soient mises en place.

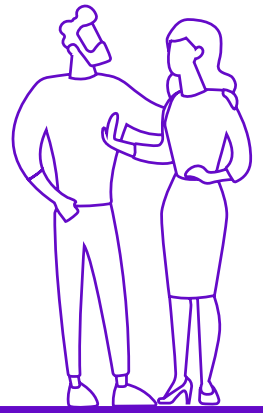


> **“Cette démarche doit en outre favoriser la transformation d’un discours le plus souvent centré sur la victimisation des personnes sexisées en un discours responsabilisant davantage les agresseur·euse·s.”**

DÉFINITIONS

Violences sexistes et sexuelles (VSS)

Tout acte commis contre la volonté d'une personne et fondé sur les rôles différents que la société attribue aux hommes et aux femmes et sur des relations de pouvoir inégales. Elle comprend la menace de violence et la contrainte. Elle peut être de nature physique, émotionnelle, psychosociale et sexuelle et elle peut également s'exprimer par une privation de ressources ou d'accès à des services[4]. Ce sont des phénomènes très fréquents, mais encore largement banalisés, passés sous silence, ou perçus comme rares et contextuels, ce qui contribue à leur méconnaissance et donc leur invisibilisation[5].



LES DIFFÉRENTES FORMES DE VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES.

Avec contact :

◊ **Physiques** : toucher ou attraper la partie du corps d'une personne, y compris la frôler délibérément. La soumission chimique est également une forme de violence physique.

Sans contact :

◊ **Verbales** : Faire des blagues ou des remarques à caractère sexuel, directement à une personne ou à son sujet.

◊ **Visuelles** : envoyer des messages, des images ou vidéos à une personne ou la dévisager au point de la mettre mal à l'aise.

DÉFINITIONS

Dans les milieux festifs, ces violences prennent diverses formes et peuvent être déclinées en trois groupes.

◊ **Harcèlement sexuel** : ensemble de comportements, en principe répétés, (gestes, attitudes, paroles) à connotation sexuelle qui sont susceptibles de porter ou portent atteinte à la dignité d'une personne ainsi qu'à son intégrité morale et/ou physique[6].

◦ **Sans abus de vulnérabilité chimique** : la victime semble en pleine possession de ses moyens et apte à donner son consentement. Cela peut inclure, mais n'y est pas limité:

- Propos dégradants et/ou discriminants sur le corps de la personne (ex. "j'ai envie de toi", "t'es super bonne", "quelle fougue vous les noires","tu veux pas faire un plan à 3?" "C'est qui l'homme et c'est qui la femme entre vous?" ; mégenrage[7] répété) **Même si l'agresseur·euse dit que c'est une blague ou un compliment, et même si les propos ne sont pas directement adressés à la personne (ex. "lui j'ai envie de le démonter")**
- Regards insistants
- Suivre une autre personne
- Mimer un acte sexuel (ex. imiter une fellation ou une levrette dans le dos d'une personne)
- Contacts insistant (ex. tirer le bras, prendre la main, mettre la main sur la hanche, personne qui est ou prétend être maladroite/trop intoxiquée et qui oppresse une ou plusieurs personnes...)
- Insultes sexistes, racistes, validistes et/ou LGBTQIA+phobes (ex. sale pute)

! Attention aux signaux faibles de rejet ! : détourne le regard, tente discrètement de se libérer d'une emprise, paraît gêné·e, se renferme sur elle-même.

◦ **Avec abus de vulnérabilité chimique** : la victime dans ce cas n'est pas en possession totale de ses moyens, ne semble pas apte à donner son consentement. Cela peut inclure mais n'y est pas limité, en plus des actes et propos susmentionnés :

- Contacts insistants avec une personne qui est manifestement sous l'emprise de substance (ex. yeux fermés/révulsés, qui ne tient pas debout, incohérente)
- Personne qui se rapproche et touche une autre personne qui est visiblement sous l'emprise de substance (ex. personne qui passe ses bras autour d'une autre en train de somnoler dans un coin et lui chuchote des choses à l'oreille).
- Insultes



DÉFINITIONS

> **La gravité de l'acte est objective, mais le ressenti ne l'est pas.**

◊ **Atteinte à l'intégrité sexuelle / viol / soumission chimique** : L'atteinte à l'intégrité sexuelle est tout acte qu'une personne raisonnable considère comme sexuellement inapproprié, sans condition de menace ou violence. Le viol est tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas[8]. En outre, la soumission chimique, même si elle n'est pas suivie de violences physiques, est une atteinte à l'intégrité d'une personne et doit être considérée comme une violence. Cela peut inclure, mais n'y est pas limité :

- Personne qui tente de rentrer dans les toilettes d'une autre personne de force ou par surprise
- Personne qui expose ses parties génitales, en face ou via un appareil électronique (téléphone portable)
- Main(s) sur les parties génitales, sur les seins, sur les fesses
- Embrasser par surprise ou de force
- Se frotter les parties génitales contre les fesses ou toute autre partie du corps d'une autre personne
- Personne qui met un produit dans le verre d'une autre personne
- Se faire piquer (par une seringue ou tout autre objet destiné à droguer et/ou effrayer une victime)
- Viol ou tentative de viol

Tout contact sexuel non consenti, ou pour lequel le consentement de la victime n'est pas valable en raison de vulnérabilité chimique ou de soumission chimique doit être inclus dans cette catégorie. **L'utilisation volontaire de produits psychoactifs (notamment l'alcool) ne justifie jamais une violence.**

La gravité de l'acte est objective, mais le ressenti ne l'est pas. Si une personne vient vous voir en vous expliquant qu'elle a subi un viol, mais qu'en réalité c'est une agression, ne pas la corriger et respecter son vécu. Il y a autant de manières de vivre une agression qu'il y a de victimes : une personne victime de harcèlement sans abus de vulnérabilité pourra avoir besoin de plus de soutien qu'une personne victime de viol.

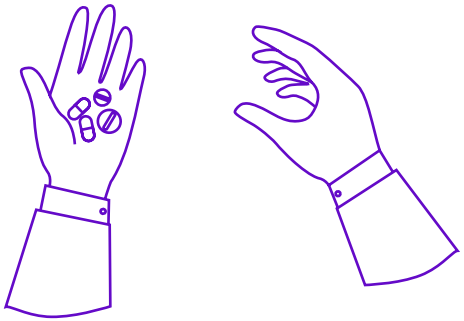


DÉFINITIONS



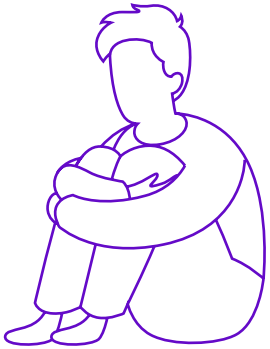
Substance psychoactive

Toute substance psychoactive, licite ou illicite, pouvant provoquer des dommages pour la santé mentale, physique et sociale, susceptible d'un usage abusif et pouvant ou non faire l'objet d'une dépendance[9]. C'est par exemple le tabac, l'alcool, le cannabis, les amphétamines, l'ecstasy, la cocaïne, la kétamine, l'héroïne...



Soumission chimique

Administration volontaire à des fins criminelles (viol, actes de pédophilie) ou délictuelles (violence volontaire, vol) de substances psychoactives à l'insu de la victime ou sous la menace[10].



Vulnérabilité chimique

État de fragilité d'une personne induit par la consommation volontaire de substances psychoactives la rendant plus vulnérable à un acte délictuel ou criminel[11].

Le consentement : RAPPEL

Les 5 points du consentement sont **RÉELS**. Le consentement est :

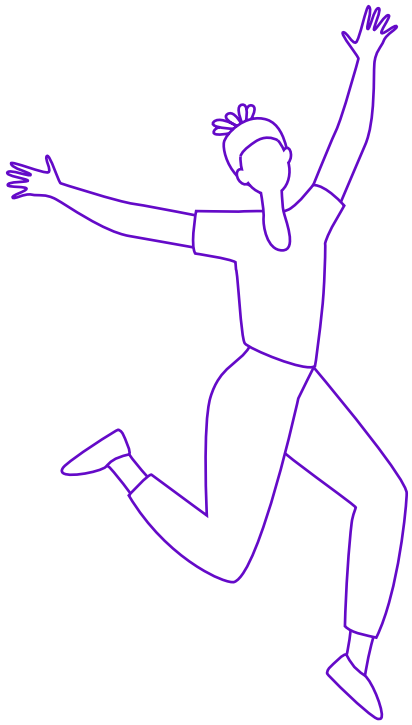
R **Réversible**
(on peut changer d'avis à tout moment)

É **Éclairé**
(une personne ne peut consentir pleinement que si elle est consciente et au courant d'une série d'informations telles que l'utilisation d'un préservatif, les risques de grossesse et d'IST)

E **Enthousiaste**
(si c'est pas oui c'est non / attention aux signes non-verbaux)

L **Libre**
(libre de toute contrainte physique ou pression psychologique imposée par soi ou par un·e autre - céder n'est pas consentir!)

S **Spécifique**
(consentir pour une pratique ne signifie pas consentir pour une autre)



POINTS DE CONTACT

LES POINTS DE CONTACTS SONT DES PERSONNES AU SEIN DE LA SOIRÉE POUVANT RECEVOIR ET TRANSMETTRE DES INFORMATIONS, DU PUBLIC OU D'AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL OU DE LA SÉCURITÉ.



ORGANISATEUR·RICE/ OPÉRATEUR·RICE

Définition

Est responsable de l'événement et/ou du lieu. Il peut s'agir de l'organisateur·rice ou de son/sa représentant·e (manager ou autre).

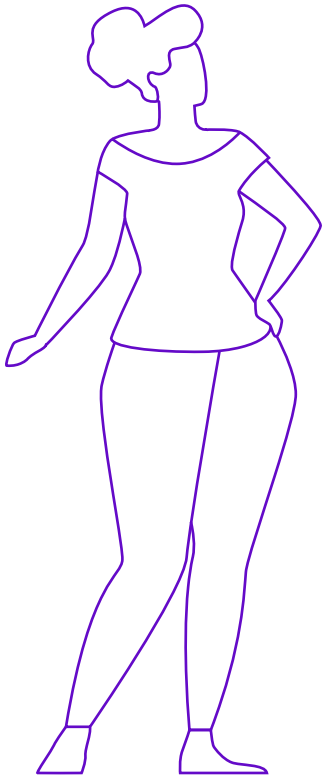
Mission

Juge l'urgence de la situation avec l'aide du·de la Responsable Réduction des Risques (RRDR)

Délègue vers RRDR

Doit être formé à la réduction des risques (RDR) et lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS)

POINTS DE CONTACT



RESPONSABLE RÉDUCTION DES RISQUES (RRDR)

Définition

Gère la stratégie de réduction des risques et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles sur l'événement.

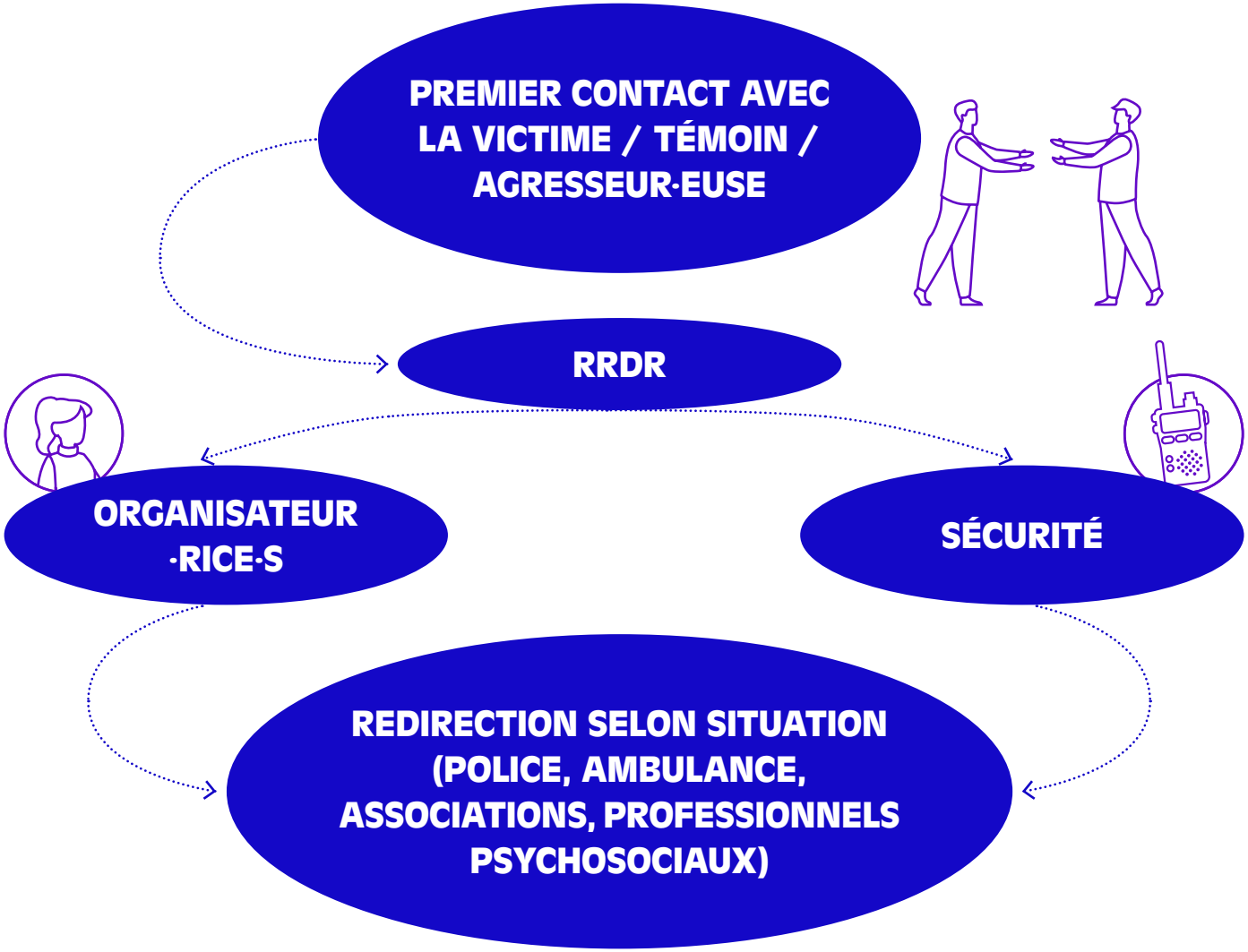
Mission

- Faire le pont entre les différents services (ex. personnel, témoin, sécurité, poste de soins etc.)
- Faire le suivi en cas d'intervention
- Prévention / sensibilisation / observation du public
- Appeler les urgences ou la police si nécessaire

Doit être formé·e à la réduction des risques (RDR) et à la promotion du consentement et lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS)

POINTS DE CONTACT

Selon la gestion interne, la taille du lieu et/ou de l'événement, l'organisateur·rice pourra être amené à prendre le rôle de RRDR. En cas d'absence, il lui appartient de désigner quelqu'un d'autre en interne pour assurer ces missions.



Care zone : *zone avec, dans la mesure du possible, tout ou une partie des éléments suivants :*

- ◊ *Endroit calme et/ou à l'abri de l'agitation du lieu (ex. salle dédiée spécifiquement, backstage, bureau…)*
- ◊ *Contact rapproché avec les services d'infirmerie, si présents sur le lieu*

Care team : *équipe de terrain dont le rôle est de prévenir et prendre en charge les potentielles victimes à travers l'observation du public, le contact et la parole au sein de ce dernier.*

Poste de soins : *zone de prise en charge des petites à grandes urgences (ex. blessure, fatigue excessive à malaises, blessures graves, violences sexuelles,…). Cette zone peut être une infirmerie si ce service existe au sein de l'événement. Dans la mesure du possible, ce poste requiert la présence de personne(s) formée(s) aux premiers secours.*

Stand info : *dans la mesure du possible, un stand tenu par des associations faisant de la réduction des risques (RDR) peut être mis en place pour sensibiliser aux risques liés à la fête (ex. Modus Vivendi, Exaequo, Safe 'n Sound etc).*

Point d'accueil : *dans la mesure du possible, un point d'accueil permettant à des potentielles victimes de violences sexistes et sexuelles ou d'autres types de violences de signaler des actes peut être mis en place. Il devra être en contact direct avec le·la RRDR. Ce poste peut également servir de point de sensibilisation du public à l'entrée de l'événement.*

PROTOCOLE PRÉVENTIF

15-17

MESURES GÉNÉRALES

18

PRÉ-PRODUCTION ET SUR SITE

19

APRÈS LA SOIRÉE /POST-PRODUCTION

MESURES GÉNÉRALES



1. **AU MOINS UNE PERSONNE DOIT ÊTRE FORMÉE** à la réduction des risque et prévention des violences sexistes et sexuelles, qui sera le·la responsable réduction des risques (RRDR). La prise en charge de victimes se traduit souvent par une lourde charge mentale, due au proche contact avec les traumatismes, et il est recommandé qu'au moins deux personnes soient formées sur ces questions ;

2. **DANS UN PREMIER TEMPS, LE PERSONNEL DOIT ÊTRE À MINIMA SENSIBILISÉ À LA RÉDUCTION DES RISQUES**, en matière de produits et de VSS. Pour ce faire, des outils[12] sont disponibles auprès d'associations expertes telles que Modus Vivendi, Safe Ta Night, Safe 'n Sound, Pimento, Plan Sacha, etc. ;

3. **DANS LA MESURE DU POSSIBLE, LE PERSONNEL DOIT AUSSI ÊTRE FORMÉ**, surtout le personnel au bar. Soit par l'organisateur·rice et/ou le·la RRDR, ou par un organisme externe (i.e. Plan Sacha, Modus Vivendi, Safe 'n Sound, Pimento, etc.) Au moins une personne doit avoir une formation de premier secours. Lors du recrutement, porter une attention particulière à la sensibilité du futur staff sur ces questions ;

4. **CHARTE INTERNE :** Pour s'assurer de l'attention du staff à ces questions, rédaction en commun d'une **charte interne** posant les valeurs de l'opérateur·ice. Cette charte peut ensuite être déclinée en une charte externe à destination du public[13] ;

5. **MISE EN PLACE D'UN POINT D'ACCUEIL, D'UNE CARE ZONE (TENUE PAR DES PERSONNES FORMÉES) ET/OU CARE TEAM** quand c'est possible et si ces personnes sont **formées au préalable**, et mise à disposition de **matériel de réduction des risque** (préservatifs, bouchons d'oreilles, eau gratuite, snacks si possible, ou tout autre outil pertinent). Ce matériel peut être mis à disposition via un stand info tenu par des associations ;

6. **S'IL EXISTE UNE CHARTE EXTERNE OU QUELCONQUE AUTRE RAPPEL DE VALEURS,** l'afficher à l'entrée, sur le site internet, les réseaux sociaux, au moment de l'achat des billets et sur tous les supports de communication ;

7. **BRIEF AVEC LE STAFF, LES PARTENAIRES ET LA SÉCURITÉ** (briefer sur le fait qu'un témoignage de violences sexuelles doit toujours être cru, et sur le mégenrage, par exemple aux toilettes) avant le début de la soirée, **répartition claire des rôles**. Rappeler la charte interne, si elle existe ;

MESURES GÉNÉRALES



8. **PROPOSER DES SIGNES DISTINCTIFS COMMUNS À TOUTE L'ÉQUIPE POUR ÊTRE RECONNAISSABLE** par les publics (ex. tee shirt, brassard, gilet fluo, masque...) permet à une personne victime de facilement identifier quelqu'un "de confiance" et peut avoir un effet dissuasif pour les potentiel·le·s harceleur·euse·s ;

9. **BRIEFER LES FÊTARD·E·S À L'ENTRÉE**: rappeler que cet endroit prone l'inclusivité et la tolérance, ne laissant place à aucune tolérance envers tout type de discrimination et comportement violent. **Surveiller les comportements violents dans la queue et empêcher l'entrée** de personnes identifiées comme potentiellement dangereuses (par exemple, qui importunent les personnes autour, qui tiennent des propos sexistes, LGBTQIA+phobes, qui sont déjà trop intoxiqué·e·s etc.) ;

10. **VISIBILISER DES AFFICHES DE SENSIBILISATION DU PUBLIC**, ou toute autre poster/communication indiquant la non-tolérance envers tout comportement violent, ainsi que des **affiches ou messages de sensibilisation à la consommation abusive de produits, y compris l'alcool** (cf. annexes) ;

11. **MISE EN PLACE D'UNE ADRESSE E-MAIL POUR RECUEILLIR DE POTENTIELS TÉMOIGNAGES**. Le·la RRDR ou une personne désignée gérera cette boite mail, en apportant un soutien aux victimes (notamment rester disponible dans le cas d'une éventuelle plainte) et en les redirigeant vers les structures appropriées (CPVS si agression sexuelle ou viol, SOS viol pour un soutien psychologique...) ;

12. **MISE EN PLACE DES PARTENARIATS** avec des agences de **taxis** de confiance (ex. taxis bleus) ;

13. **GARDER À L'ESPRIT QUE TOUTE COMMUNICATION DISCRIMINANTE** ("lady's nights", "free shots pour les filles", dress code différent selon le genre) entretient l'inégalité et rend le terrain propice aux agressions. L'utilisation du **langage inclusif** (bonjour à tous·tes, bonjour la communauté etc) et plus d'**inclusivité dans la programmation** (plus de personnes sexisées, de personnes racisées, invalides etc) sont fortement encouragées. Cela favorise l'égalité et l'inclusivité, puisqu'une programmation inclusive se reflète sur le public.

Exemple de charte

Respect mutuel et bienveillance

Ici, on est tous et toutes responsables pour rendre les espaces plus inclusifs et bienveillants, afin que tout le monde puisse passer un bon moment. Ici on fait attention à ses limites et on respecte celle des autres, et si on voit une personne se faire envahir son espace personnel, on réagit ! On utilise la méthode des 5D : distraire, déléguer, diriger, documenter, dialoguer.

Tolérance 0 pour les comportements discriminants et violents

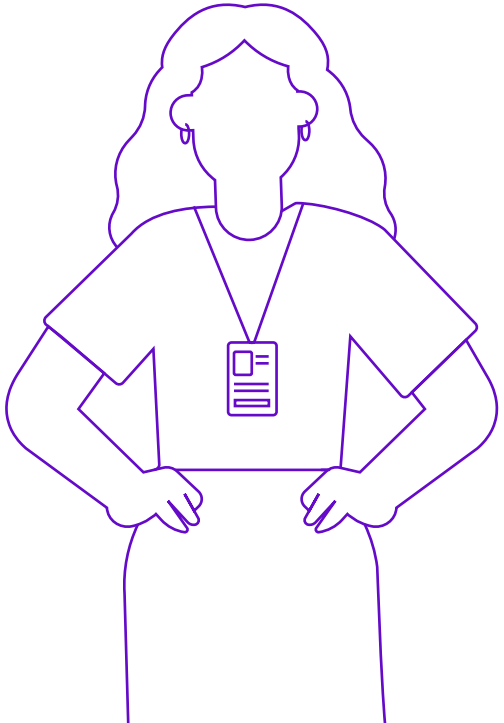
Ici, on laisse les gens tranquilles. Tout type de discrimination est prohibé. Ceci inclut, sans s'y limiter, tout acte ou propos irrespectueux, insultant, dégradant lié au sexe, à l'origine, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, au handicap, à l'apparence physique ou vestimentaire, que ce soit à l'égard de nos artistes, de notre public ou d'un·e membre de l'équipe. On ne commet aucune violence verbale ou physique, aucune violence sexiste ou sexuelle, on ne harcèle pas, on ne drogue pas les autres, on ne vandalise pas, on respecte les lieux mais surtout, on respecte les autres.

Culture du consentement

Ici (et ailleurs), on respecte le consentement des un·e·s et des autres. Non c'est non et si c'est pas clairement oui, c'est clairement non. Dans le club et en dehors du club, on demande et surtout, on respecte la réponse. Qu'il s'agisse d'avances sexuelles ou de partager une photo sur les réseaux sociaux. Attention à la consommation d'alcool ou de drogue : on ne présume pas le consentement d'une personne en vulnérabilité chimique.



PRÉ-PRODUCTION ET SUR SITE



1 METTRE EN PLACE UNE SIGNALÉTIQUE CLAIRE DES LIEUX IMPORTANTS :

sortie, vestiaire, toilettes, point d'eau, point info/signalement, care zone, zone de secours;

- ◊ Pour les itinérant·e·s, réfléchir à la possibilité de changer/recouvrir la signalétique du lieu avant la soirée afin de la rendre plus claire ou plus inclusive ;
- ◊ Pour les organisateur·ice·s itinérant·e·s ou sédentaires, réfléchir à la possibilité de mise en place de **toilettes non-genrées** (assis/debouts, présence d'une toilette non-genrée). Cela représente un facteur d'inclusion pour les personnes sexisées ;

2 IDENTIFICATION ET SURVEILLANCE RENFORCÉE DES ENDROITS SOMBRES DANS LE LIEU ET À L'EXTÉRIEUR;

3 TALKIES (VOIRE BOUTON D'ALARME POUR CERTAINS POSTES)

pour les responsables et les postes clefs (entrée, toilettes, bar, DJ booth, zone de secours/care zone) ;

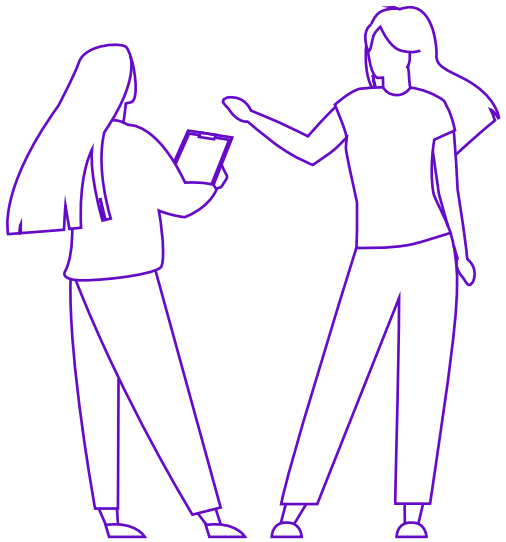
4 GESTION DES DROGUES :

- ◊ **Eviter les communications culpabilisantes** sur l'usage de drogues: risque que les personnes ayant trop consommé qui ne viennent pas chercher de l'aide par peur d'être sorties ;
- ◊ Définir une **stratégie claire relative à la saisie des substances et à l'expulsion des consommateur·rice·s et/ou dealers**, en s'assurant en premier lieu de la sécurité de la personne si elle est intoxiquée ;

5 PRÉVOIR UN PLAN POUR ANTICIPER L'ARRIVÉE DE LA POLICE SI BESOIN :

s'assurer que les fêtard·es ne boivent pas ou n'utilisent pas de substances à l'extérieur ou devant le lieu de fête; désigner des personnes qui communiqueront avec la police, indiquer à la police que la situation est sous contrôle à leur arrivée pour éviter une intervention agressive, dans la mesure du possible éviter qu'il·elle·s pénètrent dans l'enceinte de la soirée, rassurer les fêtard·e·s. Ces mesures sont importantes notamment parce que **la police peut provoquer des agitations et constitue un facteur d'insécurité pour les populations sexisées, racisées, et/ou sans papiers**.

APRÈS LA SOIRÉE/POST PRODUCTION



6 **CONSERVER LES DONNÉES DES DIFFÉRENTS INCIDENTS OBSERVÉS ET/OU SIGNALÉS ;**

7 **INSTAURER DES DEBRIEFS DE MANIÈRE RÉGULIÈRE**

(chaque week-end/semaine) afin de favoriser la communication en interne et faciliter l'identification des différents incidents, leur gestion et leur archivage ;

8 **PRÉVOIR AU MOINS UNE ÉVALUATION EN INTERNE ET/OU EN COLLABORATION AVEC LES ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES**

(ex. BBNF, Modus, Safe 'n Sound) pour discuter des résultats, identifier les insuffisances et trouver des axes d'amélioration ;

9 **ENCOURAGER LES VICTIMES ET TÉMOINS À PARLER VIA LES DIFFÉRENTS CANAUX DE COMMUNICATION ;**

10 **SI UNE VIOLENCE DE LA PART D'UN·E MEMBRE DU STAFF**

a été observée ou signalée, il est indispensable qu'elle soit adressée et le·la membre du staff **sanctionné·e**.

PROTOCOLE RÉACTIF

21 — RAPPEL

22-35 — PROTOCOLE LORSQUE L'AGRESSEUR-EUSE EST MEMBRE DU PUBLIC

36-39 — PROTOCOLE LORSQUE L'AGRESSEUR-EUSE EST MEMBRE DU STAFF/PARTENAIRE

40-42 — CONCLUSION, SUIVI ET ÉVALUATION

RAPPEL

1. **LA VICTIME DOIT TOUJOURS ÊTRE PRISE EN CHARGE AVANT L'AGRESSEUR·EUSE**
2. **DEUX PERSONNES MAX POUR ÉCOUTER LA VICTIME** et ainsi éviter d'ajouter une source de stress pour cette dernière. Les autres membres du personnel présent·e·s pourront aller à la recherche de l'agresseur·euse, calmer une potentielle agitation et/ou éloigner les curieux·ses
3. **GARDER DES PREUVES** la description de l'agression, de l'agresseur·euse et toute trace de la prise en charge de la situation au cas où un tel cas se reproduirait.

« À tout moment si le·la RRDR et/ou la victime jugent qu'il s'agit d'une situation nécessitant une intervention plus poussée : suivre la procédure associée. »

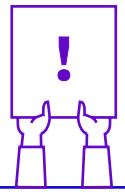
PRINCIPES DE SOUTIEN

- ◊ On croit
- ◊ On ne culpabilise pas
- ◊ On laisse venir
- ◊ On ne prend pas de décision pour la personne
- ◊ Pas de violence supplémentaire
- ◊ On évite les questions ouvertes
- ◊ Il ne s'agit pas de vous
- ◊ On redirige vers les associations et services compétents



PROTOCOLE D'INTERVENTION

- ◊ Ne pas être seul·e (back-up en retrait, communication au RRDR)
- ◊ Pas de confrontation entre l'agresseur·euse et la victime
- ◊ Garder son calme
- ◊ Éviter le recours à la force au maximum
- ◊ Instaurer un dialogue, écoute pacifique
- ◊ Garder des preuves
- ◊ Sanctionner
- ◊ Communiquer en interne





© Crédits La Cabane

PROTOCOLE LORSQUE L'AGRESSEUR·EUSE EST MEMBRE DU PUBLIC

PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME

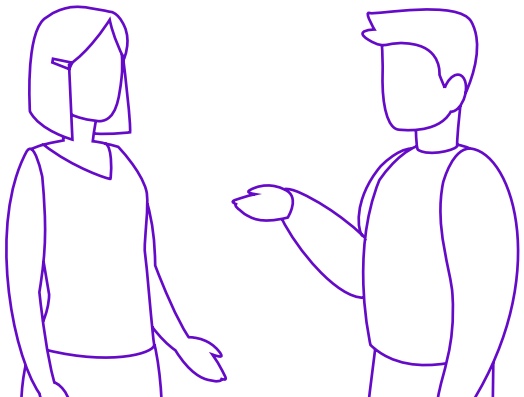
1. COMMUNIQUER
2. SOUTENIR
3. ORIENTER
4. GARDER DES TRACES

PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR•EUSE

1. AVERTIR
2. SANCTIONNER
3. S'ASSURER DE LA SÉCURITÉ EXTERNE
4. GARDER DES TRACES

HARCÈLEMENT SEXUEL SANS ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME



1 COMMUNIQUER

Si vous observez ou qu'on vous rapporte un harcèlement sans abus de vulnérabilité chimique, **si la situation le permet, informer le·la RRDR avant action**.

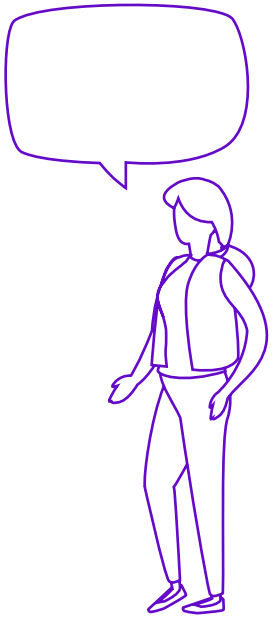
Communiquer avec la victime :

- ◊ **L'écouter / lui demander si elle se sent à l'aise**. Expliquer brièvement ce qui vous semble problématique

Si elle n'est pas à l'aise avec le comportement insistant d'une personne, lui **proposer de l'aide** :

↓ Lui proposer de prendre en charge directement l'auteur·rice du harcèlement

↓ Lui demander si elle est seule



Si la personne ne veut pas d'aide, respecter son choix et indiquer un endroit (le point d'accueil ou un autre membre de la care team) où elle pourra toujours demander de l'aide si elle le souhaite. Garder cependant un œil sur la personne, si possible, en cas de doute.

HARCÈLEMENT SEXUEL SANS ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME

2 SOUTENIR

Si elle n'est pas seule mais qu'elle ne trouve plus ses **ami·e·s** et qu'elle veut de l'aide, l'accompagner pour les trouver.

Si elle souhaite la prise en charge de l'agresseur·euse, cf partie ci-après “prise en charge de l'agresseur·euse”



Lui proposer d'aller à la care zone et l'y accompagner si elle le souhaite.

- ◊ Lui offrir une **boisson non-alcoolisée gratuite** si elle le désire
- ◊ **Poser le cadre** : qui vous êtes, combien de temps vous avez à lui accorder, lui rappeler ses droits (d'être en colère, de porter plainte...). Laisser la personne venir, écouter, être empathique et la rassurer (“tu n'as pas besoin de tout me raconter, sauf si tu le souhaites”) avant de poser des questions.

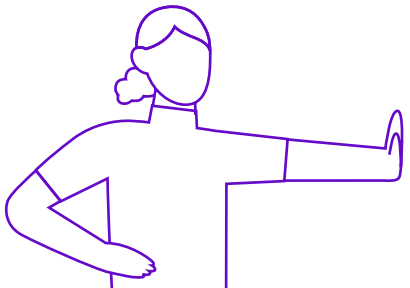
Si la personne désire retourner dans la soirée, et/ou ses ami·e·s ont été localisé·e·s, laisser un moment pour quitter la care zone en s'assurant de leur implication et bienveillance. Rester vigilant·e en cas de doute.

3 ORIENTER

S'il n'y a pas d'ami·e·s, s'il·elle·s n'ont pas été trouvé·e·s ou qu'il·elle·s n'assument aucune responsabilité, s'assurer que la **personne agressée reste dans la zone réservée jusqu'à ce qu'elle se sente mieux**, ou si nécessaire et si la personne agressée le souhaite, appeler un **taxi** (Taxi partenaire en signalant qu'il s'agit de cette problématique spécifique), l'accompagner jusqu'à ce qu'elle soit dedans ou lui proposer de téléphoner à une **personne de confiance pour venir la chercher**.

HARCÈLEMENT SEXUEL SANS ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR·EUSE LORSQU'IL·ELLE EST IDENTIFIÉ·E



1 AVERTIR

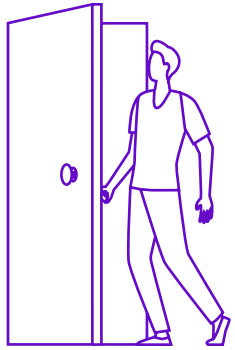
Lui donner un **premier avertissement**, lui expliquant que ses actes sont contraires aux valeurs de la soirée et qu'il·elle sera expulsé·e au deuxième avertissement.

En tant qu'organisateur·rice, vous avez le droit d'exclure directement l'auteur·rice si vous estimez que sa présence peut mettre en péril la sécurité et/ou le bien-être du public.

Informer l'organisateur·rice et donner la description de l'agresseur·euse.

2 SANCTIONNER

Si ce n'est pas son premier avertissement et qu'il·elle est en pleine possession de ses moyens, l'expulser de la soirée. Lui proposer de **trouver ses amis s'il·elle le souhaite**, pour les informer et/ou qu'il·elle·s partent avec l'agresseur·euse.



Si l'agresseur·euse n'est **pas en pleine possession de ses moyens** (sous l'emprise de drogue ou d'alcool)

- ◊ **Éloignement** dans un endroit plus calme (ex. chambre de dégrisement si possible - mais pas au même endroit que la victime !)
- ◊ Appeler un **taxi** ou une **ambulance** si ce n'est pas possible.

N.B. : L'idée est que l'auteur·rice / agresseur·euse ne soit pas victime de violence à l'extérieur, qu'il·elle se mette en danger ou qu'il·elle commette d'autres infractions devant l'établissement/ la soirée

Il·elle devra être expulsé·e des lieux par les personnes chargées de la **sécurité** ou du **contrôle des accès** ou par le **responsable des lieux**. S'il·elle refuse, lui laisser le choix entre partir et appeler la police.

HARCÈLEMENT SEXUEL SANS ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR·EUSE LORSQU'IL·ELLE EST IDENTIFIÉ·E

> **Appeler la police, si la personne devient un danger pour les autres personnes.**

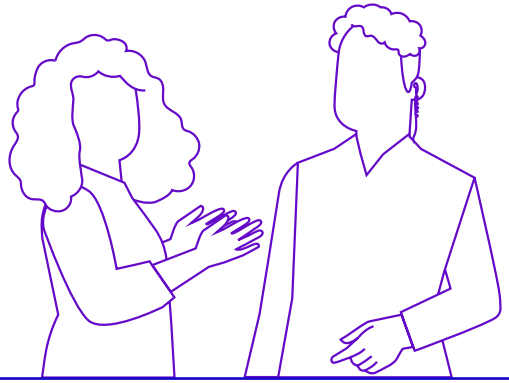


3 S'ASSURER DE LA SÉCURITÉ EXTERNE

Une fois que l'agresseur·euse est sorti des locaux, s'assurer qu'il·elle n'utilise pas d'autres violences ou menaces dans les environs immédiats du lieu contre quiconque, en particulier contre celle·eux qui l'ont dénoncé. Si l'auteur·rice montre des signes de violence, **contacter un taxi et s'assurer que la personne y rentre bien**. Appeler la **police**, si la personne devient un danger pour les autres personnes. Dans ce cas, ne pas mentionner la victime si elle ne souhaitait pas faire appel à la police en premier lieu et la rassurer sur ce point.

HARCÈLEMENT SEXUEL AVEC ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

Il convient de garder à l'esprit que la personne concernée n'est pas en mesure de donner un consentement valable dans de tels cas. De plus, selon le produit et/ou le contexte, cette dernière peut avoir une attitude agressive, fuyante, tenir des propos incohérents, minimisant la violence... Ces comportements peuvent être le signe d'une emprise ou d'un traumatisme et ne doivent en aucun cas remettre en question le témoignage d'une victime.



PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME

1 COMMUNIQUER

Si vous observez ou si l'on vous rapporte un harcèlement avec abus de vulnérabilité chimique → Si la situation le permet, **informer le·la RRDR avant action**.

Communiquer avec la personne harcelée

- ◊ Si elle est **inconsciente, appeler les secours** (ex. 112)
- ◊ Si elle est en état d'**extrême vulnérabilité chimique**, en informer le service d'infirmerie quand il est présent. Si ce service n'est pas disponible au sein de l'événement, accompagner et rester avec la personne dans la care zone ou le poste de soins afin d'évaluer si des secours supplémentaires sont nécessaires
- ◊ Si elle est **consciente**, lui demander comment elle se sent. Brièvement lui expliquer ce qui vous semble problématique et lui proposer de l'aide

Lui demander si elle est seule.

HARCÈLEMENT SEXUEL AVEC ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME

2 SOUTENIR

Si elle n'est pas seule mais qu'elle ne trouve plus ses **ami·e·s** et qu'elle veut de l'aide, l'accompagner pour les trouver.

Lui proposer d'aller à la care zone et l'y accompagner si elle le souhaite.

- ◊ Lui demander si elle pense avoir été victime d'une **soumission chimique**. Si c'est le cas, lui expliquer qu'il est **préférable qu'elle ne boive pas d'eau afin de garder le sang le plus intact possible** dans le cas où elle souhaiterait faire des prélèvements
- ◊ Si elle ne pense pas avoir été victime de vulnérabilité chimique, lui offrir une boisson non alcoolisée gratuite.
- ◊ **Poser le cadre** : qui vous êtes, combien de temps vous avez à lui accorder, lui rappeler ses droits (d'être en colère, de porter plainte...). Laisser la personne venir, être empathique, la rassurer ("tu n'as pas besoin de tout me raconter, sauf si tu le souhaites") avant de poser des questions.



Si ses ami·e·s ont été localisé·e·s, leur laisser un moment pour quitter la zone en s'assurant de leur implication et bienveillance. Rester vigilant·e en cas de doute.

3 ORIENTER

S'il·elle·s n'ont pas été trouvé·e·s ou qu'il·elle·s n'assument aucune responsabilité, s'assurer que la **personne agressée reste dans la zone réservée** jusqu'à ce qu'elle se sente mieux, ou si nécessaire et si la personne agressée le souhaite, appeler un **taxi** (Taxi partenaire en signalant qu'il s'agit de cette problématique spécifique), l'accompagner jusqu'à ce qu'elle soit dedans ou lui proposer de téléphoner à une **personne de confiance pour venir la chercher**.

HARCÈLEMENT SEXUEL AVEC ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

> **Un·e agresseur·euse peut être arrêté·e par tout citoyen ou membre de l'équipe du site à condition qu'il·elle soit pris en train de commettre ou sur le point de commettre une infraction.**

PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR·EUSE LORSQU'IL·ELLE EST IDENTIFIÉ·E



1 AVERTIR

Informer l'organisateur·rice et donner la description de l'agresseur·euse.

Un·e agresseur·euse **peut être arrêté·e par tout citoyen ou membre de l'équipe du site à condition qu'il·elle soit pris en train de commettre ou sur le point de commettre une infraction pénale d'agression, d'abus sexuel ou de viol**. (article 1. 3° de la loi du 20 juillet 1990, cf annexe) Les agents de sécurité ont l'obligation d'arrêter les agresseur·euse·s ou les suspect·e·s.

Si la victime le souhaite ou si vous jugez l'intervention nécessaire, appeler la police.

HARCÈLEMENT SEXUEL AVEC ABUS DE VULNÉRABILITÉ CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR·EUSE LORSQU'IL·ELLE EST IDENTIFIÉ·E

2 SANCTIONNER

Si la victime n'a pas exprimé la volonté d'appeler la police et que l'agresseur·euse est **EN PLEINE POSSESSION DE SES MOYENS**:

◊ L'expulser de la soirée.

◊ Lui proposer de **trouver ses ami·e·s s'il·elle le souhaite**, pour les informer et/ou qu'il·elle·s partent avec l'agresseur·euse

OU

Si la victime n'a pas exprimé la volonté d'appeler la police et que l'agresseur·euse n'est **PAS EN PLEINE POSSESSION DE SES MOYENS** (sous l'emprise de drogue ou d'alcool)

◊ **Eloignement** dans un endroit plus calme (ex. chambre de dégrisement si possible - mais pas au même endroit que la victime !)

◊ Appeler un **taxi** ou une **ambulance** si ce n'est pas possible.

N.B. : L'idée est que l'auteur·rice / agresseur·euse ne soit pas victime de violence à l'extérieur, qu'il·elle se mette en danger ou qu'il·elle commette d'autres infractions devant l'établissement/ la soirée

L'aggresseur·euse devra être expulsé·e des lieux par les personnes chargées de la **sécurité** ou du **contrôle des accès** ou par le **responsable des lieux**. S'il·elle refuse, lui laisser le choix entre partir et appeler la police.

Si la victime a exprimé la volonté d'appeler la police, appeler la police.

3 S'ASSURER DE LA SÉCURITÉ EXTERNE

Une fois que l'agresseur·euse est sorti des locaux, s'assurer qu'il·elle n'utilise pas d'autres violences ou menaces dans les environs immédiats du lieu contre quiconque, en particulier contre celle·eux qui l'ont dénoncé. Si l'auteur·rice montre des signes de violence, **contacter un taxi et s'assurer que la personne y rentre bien**. Appeler la **police**, si la personne devient un danger pour les autres personnes. Dans ce cas, ne pas mentionner la victime si elle ne souhaitait pas faire appel à la police en premier lieu et la rassurer sur ce point.

ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ SEXUELLE / VIOL / SOUMISSION CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME

1 COMMUNIQUER

Si vous observez ou si l'on vous rapporte une atteinte à l'intégrité sexuelle ou un viol
→ **Si la situation le permet, informer le·la RRDR**.

Communiquer avec la personne



- ◊ Si elle est **inconsciente, appeler les secours** (ex. 112)
- ◊ Si elle est en état d'**extrême vulnérabilité chimique**, en informer le service d'infirmerie quand il est présent. Si ce service n'est pas disponible au sein de l'événement, accompagner et rester avec la personne dans la care zone ou le poste de soins afin d'évaluer si des secours supplémentaires sont nécessaires
- ◊ Si elle est consciente, l'**écouter / lui proposer de l'aide**

Lui demander si elle a des **ami·e·s** dans la salle qui peuvent l'accompagner et la soutenir. Si oui, l'aider à les chercher (à adapter selon le degré de priorité).

2 SOUTENIR

Eloigner la victime du lieu de l'agression, rester avec elle, lui parler, la rassurer et s'assurer de ses besoins immédiats (si elle est blessée, en train de faire une crise d'angoisse...).

Proposer d'**accompagner la personne vers la care zone**.

- ◊ Lui proposer un verre d'eau, l'écouter, lui permettre de faire des choix simples (tu veux t'asseoir ? Tu veux un pull ? Je peux te toucher le bras ?)
- ◊ **Poser le cadre**: qui vous êtes, combien de temps vous avez à lui accorder, lui rappeler ses droits (d'être en colère, de porter plainte...). Laisser la personne venir, la rassurer ("tu n'as pas besoin de tout me raconter, sauf si tu le souhaites") avant de lui poser des questions.

ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ SEXUELLE / VIOL / SOUMISSION CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE LA VICTIME



3 ORIENTER

Si le·la responsable constate que la personne agressée est **APTE à fournir des informations** → Est-ce que la personne souhaite demander l'aide des **services médicaux d'urgence (ambulance et/ou CPVS) ou de la police ?**

OUI

Appeler le **112** et demander **Urgences Médicales CHU Saint-Pierre** (24/7) si une prise en charge immédiate est nécessaire, sinon contacter le **CPVS** (Centre de Prise en charge des violences sexuelles 24/7), situé Rue Haute 320. **Numéro à appeler + 32 2 535 45 42**.

NON

L'informer (cf ressources en annexe)

- ◊ que vous pouvez organiser un **taxi** (Taxi partenaire en signalant qu'il s'agit de cette problématique spécifique)
- ◊ qu'elle a le droit de recevoir un **soutien émotionnel et médical plus tard**, qu'elle peut se rendre dans un CPVS quand elle est prête

Lui indiquer que si elle est prise en charge dans un CPVS, elle n'est pas obligée de porter plainte mais pourra le faire si elle le souhaite.

Lui rappeler que la priorité est le respect de son temps et de ses besoins. Lui donner les ressources (cf annexe) avec tous les services d'assistance et de rétablissement disponibles auxquels il·elle peut s'adresser si il·elle a besoin de conseils émotionnels, psychologiques et/ou d'orientation.

Si l'organisateur·rice/le·la RRDR estime que la personne agressée n'est **PAS APTE à fournir des informations** : L'emmener au poste de soins et/ou care zone OU Appeler le **112** et demander les services médicaux d'urgence.

S'assurer que la personne ne quitte pas les lieux seule. Lui proposer de lui organiser un **taxi** (Taxi partenaires en signalant qu'il s'agit de cette problématique spécifique) ou de **se faire accompagner par un·e ami·e**.

ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ SEXUELLE / VIOL / SOUMISSION CHIMIQUE

PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR·EUSE SI VOUS AVEZ ÉTÉ TÉMOIN OU SI LA VICTIME A PU EN DONNER UNE DESCRIPTION CLAIRE

> **Si la victime le souhaite ou si vous jugez l'intervention nécessaire, appeler la police.**



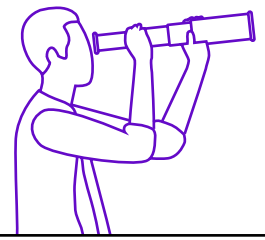
1 AVERTIR

Informer l'organisateur·rice et donner la description de l'agresseur·euse.

Un·e agresseur·euse **peut être arrêté·e par tout citoyen ou membre de l'équipe du site à condition qu'il·elle soit surpris en train de commettre ou sur le point de commettre une infraction pénale d'agression, d'abus sexuel ou de viol, et que la police est immédiatement contactée**. (article 1. 3° de la loi du 20 juillet 1990, cf annexe).

Si la victime le souhaite ou si vous jugez l'intervention nécessaire, appeler la police.

ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ SEXUELLE / VIOL / SOUMISSION CHIMIQUE



PRISE EN CHARGE DE L'AGRESSEUR·EUSE SI VOUS AVEZ ÉTÉ TÉMOIN OU SI LA VICTIME A PU EN DONNER UNE DESCRIPTION CLAIRE

2 SANCTIONNER

Si la victime n'a pas exprimé la volonté d'appeler la police et que l'agresseur·euse est **EN PLEINE POSSESSION DE SES MOYENS**:

- ◊ L'expulser de la soirée.
- ◊ Lui proposer de **trouver ses ami·e·s s'il·elle le souhaite**, pour les informer et/ou qu'il·elle·s partent avec l'agresseur·euse

OU

Si la victime n'a pas exprimé la volonté d'appeler la police et que l'agresseur·euse n'est **PAS EN PLEINE POSSESSION DE SES MOYENS** (sous l'emprise de drogue ou d'alcool)

- ◊ **Eloignement** dans un endroit plus calme (ex. chambre de dégrisement si possible - mais pas au même endroit que la victime !)
- ◊ Appeler un **taxi** ou une **ambulance** si ce n'est pas possible.

N.B. : L'idée est que l'auteur·rice / agresseur·euse ne soit pas victime de violence à l'extérieur, qu'il·elle se mette en danger ou qu'il·elle commette d'autres infractions devant l'établissement/la soirée

Il·elle devra être expulsé·e des lieux par les personnes chargées de la **sécurité** ou du **contrôle des accès** ou par le **responsable des lieux**. S'il·elle refuse, lui laisser le choix entre partir et appeler la police.

3 S'ASSURER DE LA SÉCURITÉ EXTERNE

Une fois que l'agresseur·euse est sorti des locaux, s'assurer qu'il·elle n'utilise pas d'autres violences ou menaces dans les environs immédiats du lieu contre quiconque, en particulier contre celle·eux qui l'ont dénoncé. Si l'auteur·rice montre des signes de violence, **contacter un taxi et s'assurer que la personne y rentre bien**. Appeler la **police**, si la personne devient un danger pour les autres personnes. Dans ce cas, ne pas mentionner la victime si elle ne souhaitait pas faire appel à la police en premier lieu et la rassurer sur ce point.



PROTOCOLE LORSQUE L'AGRESSEUR·EUSE EST MEMBRE DU STAFF OU PARTENAIRE

(ARTISTE, SOUS-TRAITANT·E·S...)



© Crédits Djesper

SI VOUS CONSTATEZ OU QU'ON VOUS **SIGNALE UNE AGRESSION DE LA PART D'UN·E MEMBRE DU STAFF**

CONTACTER LE·LA RRDR ET/ OU L'ORGANISATEUR·RICE.

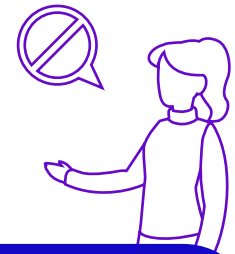
SOUTIEN DE LA VICTIME CONFORMÉMENT AU PROTOCOLE RÉACTIF

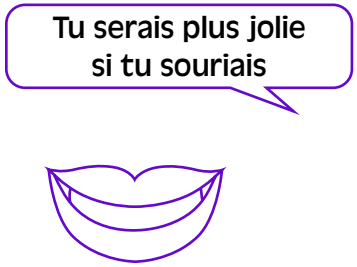
EN TANT QUE RRDR/ ORGANISATEUR·RICE

Si le·la **membre du staff a commis un harcèlement avec ou sans abus de vulnérabilité** chimique, une atteinte à l'intégrité, un viol, ou toute autre acte violent et/ou discriminant

IL·ELLE DOIT ÊTRE SANCTIONNÉ·E IMMÉDIATEMMENT.

EXEMPLE DE SANCTIONS POUVANT ÊTRE MISES EN PLACE SELON LE TYPE DE VIOLENCE



ACTE	EXEMPLE		EXEMPLES DE SANCTION
Propos ou comportements sexistes, LGBTQIA+phobes, racistes, validistes, grossophobes etc			Avertissement, renvoyer à la documentation, imposer une formation de prévention, dialogue, médiation (prise de responsabilité, excuses)
			
			

ACTE	EXEMPLE	EXEMPLES DE SANCTION
Harcèlement sexuel, LGBTQIA+phobe, validiste, grossophobe etc	 Propos sexistes par une même personne ou par plusieurs personnes. Ex. plusieurs hommes qui font des remarques sexistes à une femme du staff et qui en rigolent entre eux (violence de groupe)	Avertissement, médiation de groupe, information à la hiérarchie, mise à l'écart, signalement (à la sécurité, à la police), mise à pieds, suggestion de dépôt de plainte
Atteinte à l'intégrité sexuelle (agression sexuelle)	 Main aux fesses, Se frotter aux fesses, Embrasser de force, Toucher les seins Droguer une personne dans le but réel ou apparent d'abuser d'elle	Avertissement, médiation de groupe, information à la hiérarchie, mise à l'écart, signalement (à la sécurité, police), mise à pieds, suggestion dépôt de plainte, rupture du contrat, annulation gig
Viol	Pénétration forcée avec pénis ou objet, cunninlingus imposé 	Annulation gig, annulation tournée, déprogrammation, rupture de contrat, licenciement, suggestion de dépôt de plainte



© Crédits Mathieu Paternoster

CONCLUSION, SUIVI ET ÉVALUATION

CONCLUSION

Ce protocole a ainsi vocation à visibiliser et combattre les différents comportements qui empêchent les personnes sexisées de profiter pleinement du milieu de la nuit et entretiennent des violences déjà omniprésentes hors de ce dernier.



Cet outil offre un cadre, un nombre de dispositifs qui peuvent être mis en place mais n'est pas une réponse spontanée à un problème ponctuel. **Il doit s'inscrire dans une réflexion plus large de lutte contre les discriminations et de révision des structures qui les permettent**.

Il convient en outre de garder à l'esprit qu'il est impossible de garantir un espace totalement safe et que vous pourrez rencontrer des situations qui n'auront pas été anticipées par ce protocole. L'essentiel réside dans une démarche de prévention cohérente, intégrée à tous les niveaux et prenant en compte, entre autres, les spécificités de votre lieu, de votre public et une prise en charge bienveillante.

Pour conclure, il est nécessaire de travailler à la promotion d'une fête fondée sur la liberté, l'empathie et le respect.

> **Il est impossible de garantir un espace totalement safe.**

SUIVI ET ÉVALUATION

Afin de garantir une méthodologie la plus efficace possible, nous attirons votre attention sur l'importance de **maintenir un suivi et une évaluation qualitative de la mise en œuvre** du présent protocole.

Pour la première année d'introduction, nous invitons les opérateur·rices qui adhèrent au protocole à organiser des réunions de suivi et d'évaluation, tant en interne qu'en collaboration avec BBNF et les associations concernées. Après ces réunions le protocole pourra être adapté afin d'être plus personnalisé. À partir de la deuxième année, une réunion annuelle de suivi sera organisée pour évaluer les différents dispositifs de prévention ainsi que les diverses situations survenues et leur prise en charge.

> **Nous invitons les opérateur·rices qui adhèrent au protocole à organiser des réunions de suivi et d'évaluation.**



ANNEXES

44 CONTACTS PRÉVENTION

45-46 CONTACTS INDISPENSABLES

47-49 TEXTES LÉGAUX

50 NOTES DE BAS DE PAGE

51 AVEC LE SOUTIEN DE

CONTACTS PRÉVENTION

TAXIS PARTENAIRES

Taxis Bleus
Tél: 02/268.00.00

ASSOCIATIONS PARTENAIRES

MODUS VIVENDI (RDR - FRANCOPHONE)

modus@modusvivendi-be.org

Coordonne Safe ta night, le réseau bruxellois de santé en milieu festif

Propose un kit de formation destiné à la formation des travailleur·euse·s de l'HORECA sur les questions de violences sexistes et sexuelles en milieu festif, en particulier quand celles-ci concernent les personnes en situation de vulnérabilité ou soumission chimique (alcool et autres produits psychoactifs)

Modus fiesta : distribution de matériel de RDR, écoute, testing les vendredi de 18h à 21h30

COLLECTIF OSMOSE (CARE AND AWARENESS EN MILIEU FESTIF FRANCOPHONE)

osmose@riseup.net

Propose des Equipes de Terrain formées par le Collectif qui veille au bien-être du public lors des évènements.

Propose des Workshops/Formations à destination des professionnell·lel·s ou des particulier·e·s, axé sur des outils concrets sur la première prise en charge de victimes de VSS, harcèlement moral ou physique, ainsi que soutien lors de réactions problématiques à une consommation d'alcool/stupéfiants volontaire ou involontaire.

Travail de Consulting et mise en place d'un dispositif de prévention.

PIMENTO (VSS - NÉERLANDOPHONE)

info@pimento.be

Formation des professionnel·le·s aux violences sexistes et sexuelles

Sensibilisation et formation auprès des jeunes

SAFE 'N SOUND (RDR - NÉERLANDOPHONE)

info@safensound.be

Informations sur les drogues et les différents risques en milieu festif

Stand d'info dans les soirées et les festivals

Formation sur la RDR

PLAN SACHA (VSS - FRANCOPHONE)

infoplansacha@gmail.com

Propose des formations aux professionnel·le·s liés notamment à l'identification des violences, la prise en charge des victimes, la sensibilisation des équipes et des publics, l'implémentation d'un protocole et la rédaction d'une charte

Propose des campagnes et outils de prévention, sensibilisation (affiches, Bingo, cartes de discussions)

Présence sur stand sur des gros évènements

CAMPAGNES DE PRÉVENTION DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Rien Sans mon Consentement
#JoinTheFam
Consentis
Act Right
Sexism-Free Night
HandsAway
ForTheMusic

CAMPAGNES DE RÉDUCTION DES RISQUES

Fêtez Clair
Act Right
Techno +

CONTACTS INDISPENSABLES

EN CAS D'URGENCE, APPELER LE 101 POUR LA POLICE ET 112 POUR LES URGENCE (NUMÉRO EUROPÉEN ACCESSIBLE 24H/24), OU LE 100 (À BRUXELLES), POUR LES POMPIERS ET AMBULANCES

CPVS - CENTRE DE PRISES EN CHARGE DES VIOLENCES SEXUELLES

Pour les violences avec contact (viol et atteinte à l'intégrité physique)

Soins reçus: soins médicaux, support psychologique, enquête médico-légale, dépôt de plainte auprès d'une inspecteur·ice de police spécialement formé·e si souhaité, suivi (médical et/ou psychologique)

Centres accessible gratuitement 7j/7, 24h/24
Adresse à Bruxelles: rue Haute 320 – 1000 Bruxelles
Numéro pour prise de RDV : +32 2 535 36 66
Pour les autres centres en Belgique et pour plus d'info (notamment sur les gestes à adopter pour la conservation des preuves

Site : https://www.violencessexuelles.be/centres-prise-charge-violences-sexuelles

Tchat en ligne : Tchattez avec un·e professionnel·le - Violences sexuelles

SOS VIOL

Pour tout type de violence avec ou sans contact

Aide proposée : soutien psychologique, accompagnement social, information juridique. Chaque personne peut bénéficier d'une ou de plusieurs aides. Les personnes peuvent s'adresser au service, peu importe le délai écoulé après l'agression. La durée d'accompagnement n'est pas limitée dans le temps.

Adresse : Rue Coenraets, 23 – 1060 Saint-Gilles
Mail : info@sosviol.be
Numéro : 0800 98 100
Tchat en ligne

Site : https://www.sosviol.be

RAINBOW HOUSE (LGBTQIA+)

Réseau associatif avec un focus sur les problématiques auxquelles font face les personnes LGBTQIA+. Aide proposée: signalement, information, écoute, réorientation.

Numéro (whatsapp) pour prendre RDV après une agression LGBTQIA+phobe : +32 492 40 84 84

Adresse: Rue du Marché au Charbon – 1000 Bruxelles

SERVICE D'ASSISTANCE POLICIÈRE AUX VICTIMES (SAPV)

Permet un premier accueil, écoute et soutien, une aide pratique et un accompagnement lors d'un dépôt de plainte. Un premier contact avec un SAPV avant une plainte permet d'être conseillé et limiter le risque de double victimisation.

Site: Pour la police locale, allez sur www.police.be et introduisez votre code postal. Vous serez dirigé(e) vers le site web de votre zone de police locale. Dans toutes les zones de police il existe un SAPV.

INFOR-DROGUES

Propose une permanence téléphonique pour toute personne qui souhaite avoir des informations, aide et conseils sur les produits psychoactifs et leur usages. Peut proposer une écoute en cas de soumission chimique même si aucune violence n'a été commise ensuite.

Numéro : +32 2 227 52 52 du lundi au mercredi de 9h à 21h, le jeudi de 13h à 21h, le vendredi de 9 à 17h et le samedi de 10h à 14h.

CONTACTS INDISPENSABLES



TELE-ONTHAAL / TÉLÉ-ACCUEIL

Service d'écoute généraliste téléphone et chat en ligne néerlandophone.

Numéro NL : 106 / Numéro FR : 107 (disponible 24h/24)

Site internet: https://www.tele-onthaal.be / https://tele-accueil.be

CENTRE DE DÉPISTAGE IST/MST

Différents centres de dépistages, à Bruxelles et autre : Où puis-je me faire dépister des IST à Bruxelles ? | depistage.be

Centres du planning familial, cliniques/ hopitaux, ex-aequo

Dépistages VIH, IST

UNIA, INSTITUT NATIONAL DES DROITS HUMAINS, DE L'ÉGALITÉ ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS (SERVICE PUBLIC INDÉPENDANT)

Traite les signalements individuels de discrimination et harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle, délits de haine et faits de violence (Gratuitement et en confidentialité)

Analyse la situation et le dossier, remet un avis sur la situation et propose conciliation, action en justice et autres démarches en fonction de la situation

Place Victor Horta 40, bte 40, 1060 Saint-Gilles

Formulaire de signalement : https://www.signalement.unia.be/fr/signale-le

Tel : 0800 12 800 (du lundi au vendredi de 09h30 à 13h)

https://www.unia.be/fr

TEXTES LÉGAUX

CODE PÉNAL

Art. 417/5. La définition du consentement en matière de droit à l'autodétermination sexuelle

Le consentement suppose que celui-ci a été donné librement. Ceci est apprécié au regard des circonstances de l'affaire. Le consentement ne peut pas être déduit de la simple absence de résistance de la victime. Le consentement peut être retiré à tout moment avant ou pendant l'acte à caractère sexuel.

- ◊ Il n'y a pas de consentement lorsque l'acte à caractère sexuel a été commis en profitant de la situation de vulnérabilité de la victime due notamment à un état de peur, à l'influence de l'alcool, de stupéfiants, de substances psychotropes ou de toute autre substance ayant un effet similaire, à une maladie ou à une situation de handicap, altérant le libre arbitre.
- ◊ En tout état de cause, il n'y a pas de consentement si l';acte à caractère sexuel résulte d'une menace, de violences physiques ou psychologiques, d'une contrainte, d'une surprise, d'une ruse ou de tout autre comportement punissable.
- ◊ En tout état de cause, il n'y a pas de consentement lorsque l'acte à caractère sexuel a été commis au préjudice d'une victime inconsciente ou endormie.

Art. 417/7. L'atteinte à l'intégrité sexuelle

- ◊ L'atteinte à l'intégrité sexuelle consiste à accomplir un acte à caractère sexuel sur une personne qui n'y consent pas, avec ou sans l'aide d'un tiers qui n'y consent pas, ou à faire exécuter un acte à caractère sexuel par une personne qui n'y consent pas. Cette infraction est punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans.
- ◊ Est assimilé à l'atteinte à l'intégrité sexuelle le fait de faire assister une personne qui n'y consent pas à des actes à caractère sexuel ou à des abus sexuels, même sans qu'elle doive y participer.
- ◊ L'atteinte existe dès qu'il y a commencement d'exécution.

Art. 417/11. Le viol

- ◊ On entend par viol tout acte qui consiste en ou se compose d'une pénétration sexuelle de quelque nature et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne ou avec l'ide d'une personne qui n'y consent pas.
- ◊ Cette infraction est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans.

Art. 417/14. Les actes à caractère sexuel non consentis commis sous la menace d'une arme ou d'un objet qui y ressemble ou après administration de substances inhibitives ou désinhibitives

Les actes à caractère sexuel non consentis commis sous la menace d'une arme ou d'un objet qui y ressemble ou après administration de substances inhibitives ou désinhibitives sont punis comme suit:

- ◊ l'atteinte à l'intégrité sexuelle est punie de la réclusion de quinze ans à vingt ans;
- ◊ le viol est puni de la réclusion de quinze ans à vingt ans.

Art. 417/15. Les actes à caractère sexuel non consentis commis au préjudice d'une personne dans une situation de vulnérabilité

Les actes à caractère sexuel non consentis commis au préjudice d'une personne dont la vulnérabilité en raison de son âge, d'un état de grossesse, d'une maladie ou d'une infirmité physique ou mentale était manifeste ou connue de l'auteur sont punis comme suit:

- ◊ l'atteinte à l'intégrité sexuelle est punie de la réclusion de quinze ans à vingt ans;
- ◊ le voyeurisme est puni de la réclusion de dix ans à quinze ans;
- ◊ la diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel est punie de la réclusion de quinze ans à vingt ans;
- ◊ la diffusion non consentie avec une intention méchante ou dans un but lucratif de contenus à caractère sexuel est punie de la réclusion de quinze ans à vingt ans et d'une amende de deux cents euros à dix mille euros;
- ◊ le viol est puni de la réclusion de vingt ans à trente ans.

Art. 417/20. Les actes à caractère sexuel non consentis commis avec un mobile discriminatoire

Les actes à caractère sexuel non consentis dont l'un des mobiles est la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de sa prétendue race, de sa couleur de peau, de son ascendance, de son origine nationale ou ethnique,

TEXTES LÉGAUX

de sa nationalité, de son sexe, de sa grossesse, de son accouchement, de sa parentalité, de son changement de sexe, de son identité de genre, de son expression de genre, de son orientation sexuelle, de son état civil, de sa naissance, de son âge, de son patrimoine, de sa conviction religieuse ou philosophique, de son état de santé, d'un handicap, de sa langue, de sa conviction politique, de sa conviction syndicale, d'une caractéristique physique ou génétique ou de son origine et de sa condition sociales, que cette caractéristique soit présente de manière effective ou seulement supposée par l'auteur, sont punis comme suit:

- ◊ l'atteinte à l'intégrité sexuelle est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans;
- ◊ le voyeurisme est puni de la réclusion de cinq ans à dix ans;
- ◊ la diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans;
- ◊ la diffusion non consentie avec une intention méchante ou dans un but lucratif de contenus à caractère sexuel est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de deux cents euros à dix mille euros;
- ◊ le viol est puni de la réclusion de quinze ans à vingt ans.

Les mêmes peines sont infligées lorsque l'un des mobiles de l'auteur réside en un lien ou un lien supposé entre la victime et une personne à l'égard de laquelle il nourrit de la haine, du mépris ou de l'hostilité pour une ou plusieurs des caractéristiques réelles ou supposées énoncées à l'alinéa 1er.

Art. 417/21. Les actes à caractère sexuel non consentis commis par une personne qui se trouve en position d'autorité ou de confiance à l'égard de la victime

Les actes à caractère sexuel non consentis commis par une personne qui se trouve dans une position reconnue de confiance, d'autorité ou d'influence sur la victime sont punis comme suit:

- ◊ l'atteinte à l'intégrité sexuelle est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans;
- ◊ le voyeurisme est puni de la réclusion de cinq ans à dix ans;
- ◊ la diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans;
- ◊ la diffusion non consentie avec une intention méchante ou dans un but lucratif de contenus à caractère sexuel est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de deux cents euros à dix mille euros;
- ◊ le viol est puni de la réclusion de quinze ans à vingt ans.

Art. 442bis. Le harcèlement

Quiconque aura harcelé une personne alors qu'il savait ou aurait dû savoir qu'il affecterait gravement par ce comportement la tranquillité de la personne visée, sera puni d'une peine d'emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de cinquante [euros] à trois cents [euros], ou de l'une de ces peines seulement.
[Si les faits visés à l'alinéa 1er sont commis au préjudice d'une personne dont la situation de vulnérabilité en raison de l'âge, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale était apparente ou connue de l'auteur des faits, la peine minimale prévue à l'linéa 1er sera doublée.]

LOI DU 22 MAI 2014 TENDANT À LUTTER CONTRE LE SEXISME DANS L'ESPACE PUBLIC ET MODIFIANT LA LOI DU 10 MAI 2007 TENDANT À LUTTER CONTRE LA DISCRIMINATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AFIN DE PÉNALISER L'ACTE DE DISCRIMINATION

Article 2. Pour l'application de la présente loi, le sexisme s'entend de tout geste ou comportement qui, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, a manifestement pour objet d'xprimer un mépris à l'égard d'une personne, en raison de son appartenance sexuelle, ou de la considérer, pour la même raison, comme inférieure ou comme réduite essentiellement à sa dimension sexuelle et qui entraîne une atteinte grave à sa dignité.

TEXTES LÉGAUX

LOI DU 4 AOÛT 1996 RELATIVE AU BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS LORS DE L'EXÉCUTION DE LEUR TRAVAIL

Article 31ter. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° (violence au travail : chaque situation de fait où un travailleur ou une autre personne à laquelle [1 la présente section] est d'application, est menacé ou agressé psychiquement ou physiquement lors de l'exécution du travail;)

2° (harcèlement moral au travail : [ensemble abusif de plusieurs conduites] similaires ou différentes, externes ou internes à l'entreprise ou l'institution, qui se produisent pendant un certain temps, qui ont pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'un travailleur ou d'une autre personne à laquelle [la présente section] est d'application, lors de l'exécution de son travail, de mettre en péril son emploi ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant et qui se manifestent notamment par des paroles, des intimidations, des actes, des gestes ou des écrits unilatéraux [...];)

3° [harcèlement sexuel au travail: tout comportement non désiré à connotation sexuelle, s'exprimant physiquement, verbalement ou non verbalement, et qui a pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne, et en particulier, de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant.]

[La violence au travail et le harcèlement moral au travail peuvent être liés notamment à l'âge, à l'état civil, à la naissance, à la fortune, à la conviction religieuse ou philosophique, à la conviction politique, à la conviction syndicale, à la langue, à l'état de santé actuel ou futur, à un handicap, à une caractéristique physique ou génétique, à l'origine sociale, à la nationalité, à une prétendue race, à la couleur de peau, à l'ascendance, à l'origine nationale ou ethnique, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à l'expression de genre, aux caractéristiques sexuelles, à la grossesse, à l'accouchement, à l'allaitement, à la maternité, à l'adoption, à la procréation médicalement assistée, au changement de sexe, à la paternité et à la comaternité.]

Toutes les dénominations de fonctions qui sont utilisées dans le présent chapitre, telles que celle de conseiller en prévention ou de personne de confiance, concernent tant les femmes que les hommes. (Dans la mesure où le [harcèlement ou la violence au travail sont liés] à la religion ou aux convictions, au handicap, à l'âge, à l'orientation sexuelle, au sexe, à la race ou à l'origine ethnique, les dispositions du présent chapitre constituent la transposition en droit belge de :

1° la directive 2000/78/CE du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

2° la directive 2000/43/CE du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

3° [la Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en oeuvre du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail.]

LOI DU 20/07/1990 RELATIVE À LA DÉTENTION PRÉVENTIVE, CHAPITRE 1.

Article 1. L'arrestation en cas de flagrant crime ou de flagrant délit est soumise aux règles suivantes :

1° la privation de liberté ne peut en aucun cas dépasser 48 heures;

2° les agents de la force publique mettent immédiatement à la disposition de l'officier de police judiciaire toute personne soupçonnée dont ils ont empêché la fuite. Le délai de 48 heures prévu au 1° prend cours à partir du moment où cette personne ne dispose plus, à la suite de l'intervention de l'agent de la force publique, de la liberté d'aller et de venir;

3° tout particulier qui retient une personne prise en flagrant crime ou en flagrant délit dénonce immédiatement les faits à un agent de la force publique. Le délai de 48 heures prévu au 1° prend cours à partir du moment de cette dénonciation.

NOTES DE BAS DE PAGE

1. Une personne cisgenre est une personne dont le genre qui lui a été attribué à la naissance est en adéquation avec celui auquel il/elle/iel s'identifie. Ce terme s'oppose au terme transgenre, qui est donc une personne dont le genre qui lui a été attribué à la naissance n'est pas en adéquation avec celui auquel il/elle/iel s'identifie. Les personnes transgenres sont aussi victimes du sexisme.
2. Plan SACHA est une initiative de l'asbl Z! ayant pour mission de traiter la problématique des violences sexistes et sexuelles en milieu festif comme un phénomène à part entière avec ses spécificités en termes de sensibilisation et prévention, de prise en charge psycho-sociale et de formation des équipes. https://www.plansacha.be/
3. La réduction des risques est une stratégie de santé publique qui vise à prévenir les dommages liés à l'utilisation de drogues, licites ou illicites, que leur usage soit expérimental, récréatif, ponctuel, abusif ou inscrit dans une dépendance. Source: https://www.modusvivendi-be.org
4. Source: Site de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
5. Source: Plan SACHA
6. Source: Femmesdedroit.be
7. Le mégenrage est le fait de s'adresser à une personne par des pronoms par lesquels il·elle ne se définit pas. Par exemple, une personne qui se dit femme qui se fait appeler monsieur est mégenrée (source: La Langue Française). Le mégenrage constitue une source d'insécurité pour les personnes concernées lorsqu'il s'agit de se faire fouiller à l'entrée ou d'aller aux toilettes, où elles peuvent subir des discriminations et violences.
8. Source: Justice.belgium.be
9. Source: Charte de la Réduction des Risques de Modus Vivendi
10. Source: Dispositif d'observation prospectif et permanent du Centre d'Addictovigilance de Paris
11. Source: Dispositif d'observation prospectif et permanent du Centre d'Addictovigilance de Paris
12. Exemple: vidéo de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles du réseau Safe Ta Night (en français, sous-titré en néerlandais)
13. Exemple : fiches pratiques d'Ici C'est Cool (en français)

AVEC LE SOUTIEN DE













